

# L'étroitesse des marchés du travail limitera la croissance dans certaines provinces

Voilà plus d'une génération que le marché du travail canadien n'avait pas été aussi dynamique. En Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, les taux de chômage sont tombés à des niveaux que la plupart des analystes auraient jugés irréalistes il n'y a pas si longtemps, compte tenu de la conjoncture. Mais le plus remarquable est que l'étroitesse du marché touche l'ensemble de ces trois provinces. En Ontario, plus de 86 % des régions affichent un taux de chômage de 6 % ou moins, du jamais vu à l'époque moderne. Au Québec, la part est de 75 %, soit un peu plus qu'en Colombie-Britannique, où elle s'établit à 71 %.

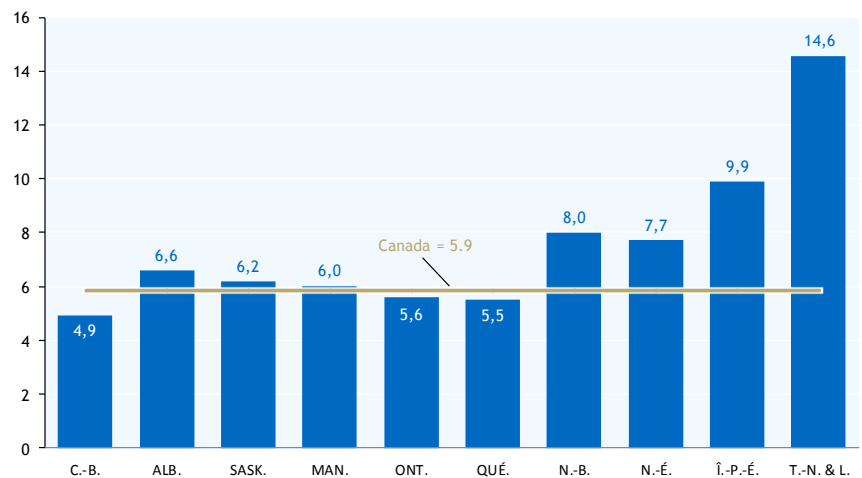
Il ne faut donc pas s'étonner que malgré l'incertitude grandissante que suscitent les échanges commerciaux, les travailleurs de ces provinces se montrent plutôt optimistes. Les perspectives d'emploi sont prometteuses à tous points de vue et d'après nos prévisions, elles devraient demeurer favorables pour la période à venir.

Par contre, la situation s'avère moins encourageante pour les employeurs. Ils éprouvent de plus en plus de difficultés à attirer et à retenir des employés. Le nombre de postes qu'ils n'arrivent pas à pourvoir augmente rapidement. En fait, les emplois vacants se sont multipliés au cours de l'année écoulée au Québec et en Colombie-Britannique, ainsi que dans d'autres provinces. La pénurie de main-d'œuvre se fait de plus en plus sentir dans certains secteurs et régions. Comme les baby-boomers sont de plus en plus nombreux à prendre leur retraite, ces problèmes ne peuvent qu'empirer.

Nous sommes d'avis que la faible offre de main-d'œuvre freine déjà la croissance de bon nombre de provinces cette année. Par exemple, en Colombie-Britannique, un poste sur 24 (4,2 %) est resté vacant au premier trimestre, ce qui empêche sans doute beaucoup d'entreprises d'exploiter des

## Le plein emploi est atteint en C.-B. et au centre du Canada...

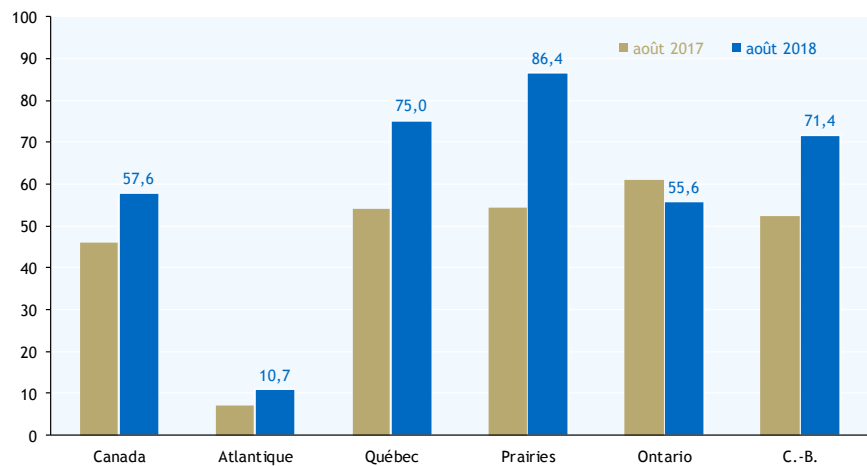
Taux de chômage en %, moyenne de janvier à août 2018



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## ...où la main d'oeuvre se fait rare dans la plupart des régions

Proportion des régions dont le taux de chômage est de 6 % ou moins, moyenne sur 3 mois

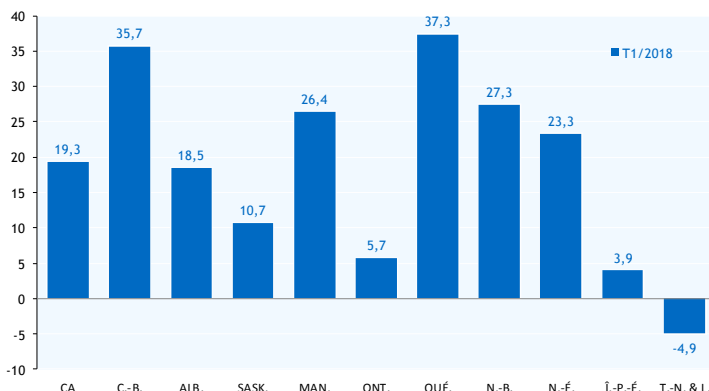


Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



### Les postes vacants foisonnent au Québec, en C.-B. et ailleurs

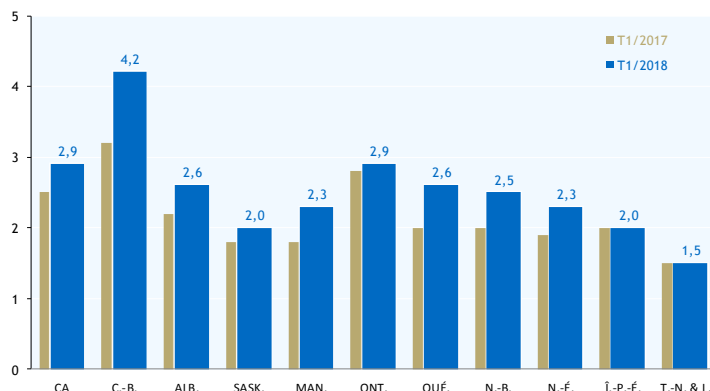
Variation annuelle en % des postes vacants



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Le taux de postes vacants en C.-B. est le plus élevé au pays

Postes vacants en % des postes pourvus et vacants



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

occasions de croissance. L'insuffisance de main-d'œuvre joue également un rôle, quoique moins important, dans le ralentissement de la croissance en Ontario, au Québec et en Alberta.

La progression des salaires (en partie liée à l'augmentation considérable du salaire minimum durant l'année écoulée) crée des entraves additionnelles pour les employeurs de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. Cependant, les pressions attribuables à la rémunération sont moins fortes que nous l'aurions cru dans les circonstances actuelles. En fait, elles sont complètement inexistantes au Québec et dans d'autres provinces, de même qu'à l'échelle nationale et cette absence semble plutôt surprenante. Néanmoins, ce n'est peut-être qu'une question de temps, avant que la croissance des salaires se généralise.

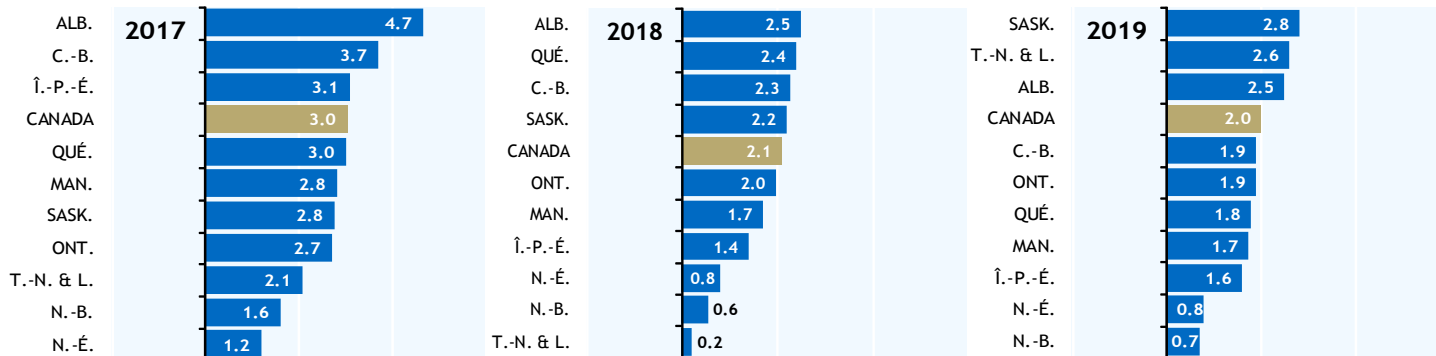
## Modération de la croissance à prévoir dans toutes les provinces en 2018

L'étroitesse des marchés du travail découle du fait que l'économie du Canada fonctionne à plein régime. Pour éviter l'apparition d'une demande excédentaire, qui conduirait à une surchauffe, la Banque du Canada a amorcé une série de hausses des taux d'intérêt, afin que la croissance du PIB s'infléchisse vers son taux potentiel à long terme. À notre avis, ces hausses auront l'effet voulu et la croissance globale du Canada devrait s'établir à 2,1 % en 2018, contre 3,0 % l'an dernier, soit 0,1 point de pourcentage de plus que le taux prévu dans nos Perspectives provinciales de juin. Nous prévoyons une décélération de la croissance dans toutes les provinces par rapport à 2017. Le ralentissement des marchés du logement et la fin de grands projets d'investissement exerceront un effet modérateur dans plusieurs provinces.

Même s'il perd de la vitesse, le Centre du Canada fait encore preuve de dynamisme, grâce à la consommation qui mène la marche. Au Québec, l'économie a gardé un rythme soutenu au premier semestre de 2018, portée par l'expansion de la construction résiden-

### Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



tielle, des services et de la fabrication. Les exportations de marchandises ont progressé en cumul annuel. Toutefois, les tarifs appliqués à des matières clés (comme l'aluminium et le bois d'œuvre) combinés à ceux qui sont envisagés risquent d'annuler ces gains au cours des derniers mois de l'année. Malgré tout, la vigueur de l'économie observée depuis le début de l'année nous a incités à relever nos prévisions de croissance de 2,1 % à 2,4 % pour 2018. En Ontario, les inquiétudes entourant les échanges commerciaux posent davantage un risque pour les perspectives économiques, car des tarifs potentiels sur le secteur automobile auraient sûrement des conséquences catastrophiques. Pour le moment, cette incertitude s'est révélée assez peu dommageable. L'affaiblissement du marché du logement a constitué un frein plus important. Nous prévoyons que l'économie de l'Ontario croîtra à un rythme toujours satisfaisant de 2,0 % quoiqu'en baisse par rapport à 2,7 % en 2017.

Dans l'Ouest, l'Alberta devrait connaître la croissance la plus rapide de toutes les provinces, pour une deuxième année consécutive. Après la pénible récession de 2015-2016, la reprise se poursuit, alors qu'un plus grand nombre de secteurs génère un apport positif. L'appréciation des prix du pétrole est assurément une bonne nouvelle pour que le redressement continue. Toutefois, nous anticipons une forte décélération de la croissance. Elle devrait s'établir à 2,5 % alors qu'elle avait atteint un pic de 4,7 % en 2017. Cette envolée s'explique par le niveau extrêmement bas où l'économie était tombée en 2016 plutôt que par un véritable dynamisme en 2017. Les dépenses en immobilisations n'ont pas encore remonté dans le secteur pétrolier et gazier ; elles ont chuté de 2 % au premier semestre de 2018. En dépit des obstacles grandissants liés à la main-d'œuvre et du déclin prononcé de l'activité dans le secteur du logement, nous sommes d'avis que la Colombie-Britannique enregistrera une croissance de 2,3 % cette année, un taux robuste même s'il représente une baisse par rapport à celui de 3,7 % observé l'an dernier. La forte augmentation des salaires et de la population continuera d'appuyer les dépenses des ménages dans la province.

En Saskatchewan, l'économie reste bien partie pour produire une croissance de 2,2 %, soit un peu plus que la moyenne du Canada. Néanmoins, cette prévision tient compte d'une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage, étant donné que les récoltes seront probablement moins abondantes que nous l'avions estimé auparavant. Les perspectives de la province auraient aussi été meilleures si l'emploi ne se trouvait pas au point mort. Au Manitoba aussi, les attentes relatives aux récoltes ont réduit la croissance prévue pour cette année. Au vu de récents rapports sur la production agricole, nous avons diminué nos prévisions de 0,2 point de pourcentage, à 1,7 %. La croissance pâtira aussi de l'achèvement de grands projets d'investissement en 2018.

Enfin, les provinces de l'Atlantique présentent une situation contrastée. L'Île-du-Prince-Édouard se démarque une nouvelle fois, grâce à une croissance prévue de 1,4 %. La hausse marquée de la population, principalement attribuable à l'immigration, alimente une activité soutenue dans plusieurs secteurs, notamment ceux du logement et des dépenses des ménages. À l'inverse, nous nous attendons à une stagnation à Terre-Neuve-et-Labrador. Comme d'importants projets d'investissement tirent à leur fin, l'emploi continuera de chuter dans la province. Le déclin de la population en âge de travailler constituera un facteur négatif au Nouveau-Brunswick, où la croissance ne devrait pas dépasser 0,6 % en 2018. Elle ne sera pas beaucoup plus rapide en Nouvelle-Écosse (0,8 %). La formation de capital plus lente découlant de la fin des investissements dans la construction, ainsi que la diminution de ceux réalisés dans les projets résidentiels, entraînera une modération de la cadence.



## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	16	17P	18P	19P	16	17P	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P
T.-N. & L.	1,9	2,1	0,2	2,6	2,6	7,7	5,0	6,7	-1,5	-3,7	-0,7	-0,8	13,4	14,8	14,9	14,8	1,4	1,4	1,5	1,0	0,4	2,4	-2,0	1,8	2,7	2,4	1,9	2,5
Î.-P.-É.	2,3	3,1	1,4	1,6	4,0	5,0	3,4	3,7	-2,2	3,1	2,5	,8	10,8	9,8	9,9	9,7	,6	,9	,8	,6	7,3	6,3	4,3	3,7	1,2	1,8	2,7	2,7
N.-É.	0,8	1,2	0,8	0,8	2,8	3,2	2,7	3,0	-0,4	0,6	1,0	0,2	8,3	8,4	7,7	7,5	3,8	4,0	4,6	3,8	4,7	7,8	2,5	3,3	1,2	1,1	2,5	2,6
N.-B.	1,2	1,6	0,6	0,7	3,6	3,6	2,6	2,7	-0,1	0,4	0,4	0,0	9,6	8,1	7,8	7,5	1,8	2,3	2,1	2,1	2,1	6,8	0,6	2,9	2,2	2,3	2,4	2,5
QUÉ.	1,4	3,0	2,4	1,8	2,7	5,1	4,2	3,8	0,9	2,2	1,0	0,6	7,1	6,1	5,5	5,4	38,9	46,5	47,9	40,0	6,6	5,5	4,2	3,9	0,7	1,1	2,0	2,4
ONT.	2,6	2,7	2,0	1,9	4,3	4,4	3,8	4,0	1,1	1,8	1,4	0,6	6,5	6,0	5,5	5,4	75,0	79,1	76,0	70,0	6,9	7,7	4,6	4,4	1,8	1,7	2,5	2,4
MAN.	2,2	2,8	1,7	1,7	2,3	4,9	3,7	3,8	-0,4	1,7	0,5	0,8	6,1	5,4	6,0	5,9	5,3	7,5	6,5	5,4	3,7	7,8	1,2	4,1	1,3	1,6	2,7	2,5
SASK.	-0,5	2,8	2,2	2,8	-4,0	6,2	7,4	7,2	-0,9	-0,2	0,2	0,8	6,3	6,3	6,2	6,0	4,8	4,9	3,6	4,3	1,5	4,1	1,5	3,4	1,1	1,7	2,7	2,9
ALB.	-3,7	4,7	2,5	2,5	-4,9	7,9	7,8	7,3	-1,6	1,0	1,8	1,6	8,1	7,8	6,6	6,4	24,5	29,5	28,7	29,0	-1,1	7,1	3,4	5,1	1,1	1,5	2,6	2,2
C.-B.	3,5	3,7	2,3	1,9	4,8	6,3	4,5	4,0	3,2	3,7	0,8	0,9	6,0	5,1	4,9	5,0	41,8	43,7	42,1	38,8	7,7	9,3	3,1	3,9	1,9	2,1	2,6	2,3
<b>CANADA</b>	<b>1,4</b>	<b>3,0</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>5,4</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>0,7</b>	<b>1,9</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>7,0</b>	<b>6,3</b>	<b>5,8</b>	<b>5,8</b>	<b>197,9</b>	<b>219,8</b>	<b>213,9</b>	<b>194,9</b>	<b>5,2</b>	<b>7,1</b>	<b>3,7</b>	<b>4,2</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>

## Tableau comparatif

2016, sauf indication contraire

	CAN.	T.-N.&L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2017)	36 708	529	152	954	760	8 394	14 193	1 338	1 164	4 286	4 817
Produit intérieur brut (milliards \$)	2 035,5	31,1	6,3	41,7	34,2	394,8	794,8	67,9	75,3	314,9	263,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	1 801,4	27,9	5,2	36,7	29,4	343,3	685,0	60,4	62,5	302,8	240,8
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	100,0	1,5	0,3	2,0	1,7	19,4	39,0	3,3	3,7	15,5	13,0
Croissance PIB réel (TAC, 2011-16, %)	1,9	0,0	1,4	0,4	0,4	1,3	2,2	2,3	1,7	1,6	3,1
PIB réel par habitant (\$ 2007)	49 673	52 519	35 037	38 639	38 786	41 248	49 012	45 857	54 442	71 469	50 618
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2011-16, %)	1,1	-0,2	0,6	0,3	0,4	0,5	1,1	0,9	0,2	-0,7	2,0
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 781	32 561	28 112	28 519	29 168	27 723	32 093	29 076	32 717	37 298	34 395
Croissance de l'emploi (TAC, 2012-17, %)	-1,1	1,4	-0,2	0,4	0,0	-1,1	-1,2	-0,7	-0,7	-1,0	-1,7
Taux d'emploi (jul. 2018, %)	61,6	50,8	60,9	56,8	56,4	60,9	61,3	63,0	64,1	66,9	61,3
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jul. 2018)	8,8	18,1	12,9	10,7	10,2	8,0	8,5	9,3	9,7	10,2	8,3
Production manufacturière (% du PIB, 2017)	10,3	4,1	10,4	7,9	11,7	13,5	11,7	9,6	7,3	6,4	7,1
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	56,7	53,5	68,8	70,7	65,8	59,2	56,8	57,6	48,6	46,9	64,1
Exportations (% du PIB)	31,0	31,8	22,5	16,9	37,7	28,0	35,6	24,1	38,7	31,0	22,8

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

### Colombie-Britannique

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	3,0	2,5	2,5	3,7	3,5	3,5	3,7	2,3	1,9
PIB nominal	5,7	2,1	3,4	5,7	4,0	4,8	6,3	4,5	4,0
Nombre d'emplois	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	3,2	3,7	0,8	0,9
Taux de chômage	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,0	5,1	4,9	5,0
Ventes au détail	3,2	1,9	2,8	6,3	7,0	7,7	9,3	3,1	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	26 400	27 465	27 054	28 356	31 446	41 843	43 664	42 100	38 800
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,1	2,6	2,3

### Alberta

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	6,4	3,9	5,7	6,2	-3,7	-3,7	4,7	2,5	2,5
PIB nominal	10,9	4,3	9,6	10,0	-12,0	-4,9	7,9	7,8	7,3
Nombre d'emplois	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,6	1,0	1,8	1,6
Taux de chômage	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	8,1	7,8	6,6	6,4
Ventes au détail	6,8	6,9	7,2	7,9	-4,0	-1,1	7,1	3,4	5,1
Mises en chantier (milliers d'unités)	25 704	33 396	36 011	40 590	37 282	24 533	29 457	28 700	29 000
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,1	1,5	2,6	2,2

### Saskatchewan

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	5,3	1,7	6,3	2,1	-1,0	-0,5	2,8	2,2	2,8
PIB nominal	18,1	4,2	6,7	-0,4	-5,4	-4,0	6,2	7,4	7,2
Nombre d'emplois	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,9	-0,2	0,2	0,8
Taux de chômage	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	6,3	6,3	6,2	6,0
Ventes au détail	7,3	7,3	5,2	4,7	-3,3	1,5	4,1	1,5	3,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	7 031	9 968	8 290	8 257	5 149	4 775	4 904	3 600	4 300
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	1,1	1,7	2,7	2,9

### Manitoba

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,4	3,0	2,8	2,1	1,3	2,2	2,8	1,7	1,7
PIB nominal	5,4	6,4	4,2	3,1	3,3	2,3	4,9	3,7	3,8
Nombre d'emplois	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,7	0,5	0,8
Taux de chômage	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	6,1	5,4	6,0	5,9
Ventes au détail	4,3	1,0	3,8	4,2	1,3	3,7	7,8	1,2	4,1
Mises en chantier (milliers d'unités)	6 083	7 242	7 465	6 220	5 501	5 319	7 501	6 500	5 400
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	1,3	1,6	2,7	2,5

### Ontario

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,4	1,3	1,5	2,7	2,9	2,6	2,7	2,0	1,9
PIB nominal	4,6	3,1	2,2	4,4	5,0	4,3	4,4	3,8	4,0
Nombre d'emplois	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,8	1,4	0,6
Taux de chômage	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,0	5,5	5,4
Ventes au détail	3,6	1,6	2,7	5,7	5,3	6,9	7,7	4,6	4,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	67 821	76 742	61 085	59 134	70 156	74 952	79 123	76 000	70 000
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	1,7	2,5	2,4



## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

### Québec

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	1,9	1,0	1,4	1,8	1,0	1,4	3,0	2,4	1,8
PIB nominal	5,1	2,7	3,0	3,0	2,4	2,7	5,1	4,2	3,8
Nombre d'emplois	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,9	2,2	1,0	0,6
Taux de chômage	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,1	6,1	5,5	5,4
Ventes au détail	3,0	1,2	3,0	2,6	1,9	6,6	5,5	4,2	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	48 387	47 367	37 758	38 810	37 926	38 935	46 495	47 900	40 000
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	0,7	1,1	2,0	2,4

### Nouveau-Brunswick

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	0,3	-1,1	-0,3	0,1	2,4	1,2	1,6	0,6	0,7
PIB nominal	4,3	0,7	0,3	1,8	2,0	3,6	3,6	2,6	2,7
Nombre d'emplois	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,4	0,4	0,0
Taux de chômage	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,6	8,1	7,8	7,5
Ventes au détail	4,8	-0,9	0,7	3,7	2,2	2,1	6,8	0,6	2,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	3 452	3 299	2 843	2 276	1 995	1 838	2 324	2 100	2 100
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	2,3	2,4	2,5

### Nouvelle-Écosse

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	0,6	-1,0	-0,1	1,1	1,4	0,8	1,2	0,8	0,8
PIB nominal	2,2	0,5	2,1	2,9	2,1	2,8	3,2	2,7	3,0
Nombre d'emplois	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,6	1,0	0,2
Taux de chômage	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3	8,4	7,7	7,5
Ventes au détail	3,5	0,9	3,2	2,8	0,2	4,7	7,8	2,5	3,3
Mises en chantier (milliers d'unités)	4 644	4 522	3 919	3 056	3 825	3 767	3 984	4 600	3 800
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,2	1,1	2,5	2,6

### Île-du-Prince-Édouard

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,1	1,0	2,0	0,3	1,3	2,3	3,1	1,4	1,6
PIB nominal	3,8	2,7	3,3	1,7	3,9	4,0	5,0	3,4	3,7
Nombre d'emplois	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	3,1	2,5	0,8
Taux de chômage	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	10,8	9,8	9,9	9,7
Ventes au détail	5,4	3,0	0,9	3,5	2,6	7,3	6,3	4,3	3,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	940	941	636	511	558	556	911	820	600
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,2	1,8	2,7	2,7

### Terre-Neuve-et-Labrador

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,7	-4,4	5,2	-0,9	-1,7	1,9	2,1	0,2	2,6
PIB nominal	15,3	-4,5	7,6	-0,5	-11,5	2,6	7,7	5,0	6,7
Nombre d'emplois	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-3,7	-0,7	-0,8
Taux de chômage	12,6	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,8	14,9	14,8
Ventes au détail	5,1	4,3	5,2	3,7	0,7	0,4	2,4	-2,0	1,8
Mises en chantier (milliers d'unités)	3 488	3 885	2 862	2 119	1 697	1 398	1 400	1 500	1 000
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	2,7	2,4	1,9	2,5

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.